

La crise toujours, François Hollande et le besoin de réformes radicales

En cette rentrée, le beau temps est loin d'être revenu sur l'économie mondiale. Une majorité de pays de la zone euro sont en récession ou tout proches de l'être et la France est dans ce peloton. La Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne sont sous assistance respiratoire. L'Italie est aux urgences. Les déséquilibres du système bancaire et financier européen deviennent insoutenables, notamment entre le Nord et le Sud. Aux États-Unis, la croissance, certes plus vaillante qu'en Europe, a cependant du mal à atteindre les 2 % et permettre une réduction sensible du chômage. Les appels du président Obama aux dirigeants européens afin qu'ils musclent la croissance dans leurs pays sont très intéressés. Les difficultés de l'euroland accentuent celles de toutes les autres zones. Les pays émergents connaissent eux aussi un ralentissement important de leur croissance.

C'est notamment le cas en Inde et en Chine. Certaines études annoncent un fort ralentissement du commerce mondial fin 2012 et en 2013. Des pays très tournés vers l'extérieur comme l'Allemagne, qui tiraient relativement leur épingle du jeu, risquent d'autant plus d'en pâtir que la cible principale de leurs exportations, l'Europe occidentale, est en pleine déconfiture. Dans ce paysage orageux, on peut certes se rappeler les déclarations de Nicolas Sarkozy au début de cette année annonçant que la crise financière de la zone euro était réglée. Mais, évidemment, cela ne suffit pas pour retrouver le sourire. Les économistes communistes ont certainement été parmi les plus lucides en avançant l'hypothèse que cette crise, durable, celle d'un capitalisme mondialisé et financiarisé, ne se réglerait probablement pas sans réformes radicales s'attaquant aux tares du système.

Sans cela, il n'y aura pas d'éclaircies. Ce n'est assurément pas le chemin que prennent le président Hollande et son gouvernement. Leur positionnement politique vis-à-vis de la question européenne et notamment du rôle de la BCE est en passe de ruiner toutes leurs velléités de pousser les feux de la croissance et de combattre le chômage. Il serait vain cependant d'attendre une évolution spontanée de leur part. On a, au contraire, tout intérêt à agir, à rassembler pour surmonter les blocages, faire bouger les lignes. La banque de l'industrie en donne un exemple. Sur la base de quels critères va-t-elle intervenir ? Va-t-elle conditionner ses financements par des exigences en matière de sécurité de l'emploi, de formation, de lutte contre la précarité ? Beaucoup de choses peuvent changer si le mouvement populaire parvient à gagner en maîtrise sur l'utilisation de l'argent.

● PROFITS

Bien qu'en chute de 19 % par rapport au premier semestre 2011, les profits cumulés des entreprises du CAC 40 ont atteint 36,7 milliards d'euros durant les six premiers mois de l'année. L'analyse des résultats montre que les chiffres d'affaires cumulés ont progressé de 5 %, à 682,8 milliards d'euros. Quatre sociétés sont dans le rouge concernant leurs bénéfices : Peugeot SA (- 819 millions d'euros), Accor (- 532 millions) et Carrefour (- 31 millions). À l'inverse, les géants du luxe - PPR, LVMH -, ou encore le constructeur aéronautique EADS, L'Oréal ou Sanofi sont en progression.